

Le Maroc signe deux nouveaux accords pétroliers

11/05/2007

Ainsi, des accords ont été conclus jeudi entre l'Office national des hydrocarbures et des mines (Onhym) et des sociétés pétrolières. Il s'agit notamment d'un accord pétrolier avec permis d'exploration conclu avec la société pakistanaise, Petroleum Exploration Limited. Celle-ci fait son entrée pour la première fois au Maroc, dans la zone de Haha, à proximité d'Essaouira.

Par ailleurs, l'américaine Hunt Overseas Oil Corporation va procéder de son côté à la signature d'un contrat de reconnaissance (onshore) dans la région du Tadla. Ces conventions portent ainsi à 20 le nombre d'accords pétroliers et 87 les permis de recherche accordés. Le portefeuille de partenariat de l'Onhym compte une trentaine de sociétés pétrolières dont 5 super indépendants (Repsol, Eni...)

Les recherches sont lourdes, et parfois sans résultat. Les règles prudentielles empêchent, d'une certaine manière, les bailleurs de fonds à investir dans la recherche. Un cycle d'explorations peut coûter jusqu'à 100 millions de dollars. « Il faudra donc maintenir le rythme actuel et continuer les investissements », souligne Amina Benkhadra, DG de l'Onhym.

Au total, les investissements d'exploration pétrolière ont atteint 52 millions de DH en 2006, une hausse de 53% par rapport à 2005. Les responsables marocains doivent jouer sur le plan marketing pour attirer les entreprises minières ou pétrolières pour l'exploration. Et c'est dans ce sens que s'inscrit la participation active de l'Office à cette conférence, dont les participants sont en grande majorité des ingénieurs et patrons d'entreprises du secteur. Deux jours de rencontres pour présenter les potentialités en hydrocarbures des pays maghrébins et méditerranéens, et particulièrement celles du Maroc.

Organisée à l'initiative de l'Office en collaboration avec Global Pacific and Partners, la Conférence du pétrole et gaz scientifique, voulu pour sa Ve édition, aborder le thème le partenariat dans le domaine énergétique et la mise en place, à terme d'un marché intégré euro-maghrébin.

«Les problèmes d'énergie ne peuvent être résolus que dans un cadre d'intégration régionale pour promouvoir le développement en commun des ressources énergétiques et surtout les infrastructures», insiste Mohamed Boutaleb, ministre de l'Energie et des Mines. Ce dernier a, par ailleurs, appelé à une planification intégrée pour optimiser l'utilisation des interconnexions et élargir la taille des marchés.

Source: L'Economiste

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1147>